



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... (Page 07)

Narratif africain

L'Union africaine s'appuie sur 22 journalistes pour changer le récit

L'African Union Media Fellowship offre aux participants un perfectionnement professionnel, un mentorat et un accès à des experts des ... (Page 08)

Électrique

Les exportations de voitures chinoises ont doublé en un an

De plus en plus de jeunes constructeurs bousculent le marché automobile mondial à coups d'innovations et de ... (Page 08)

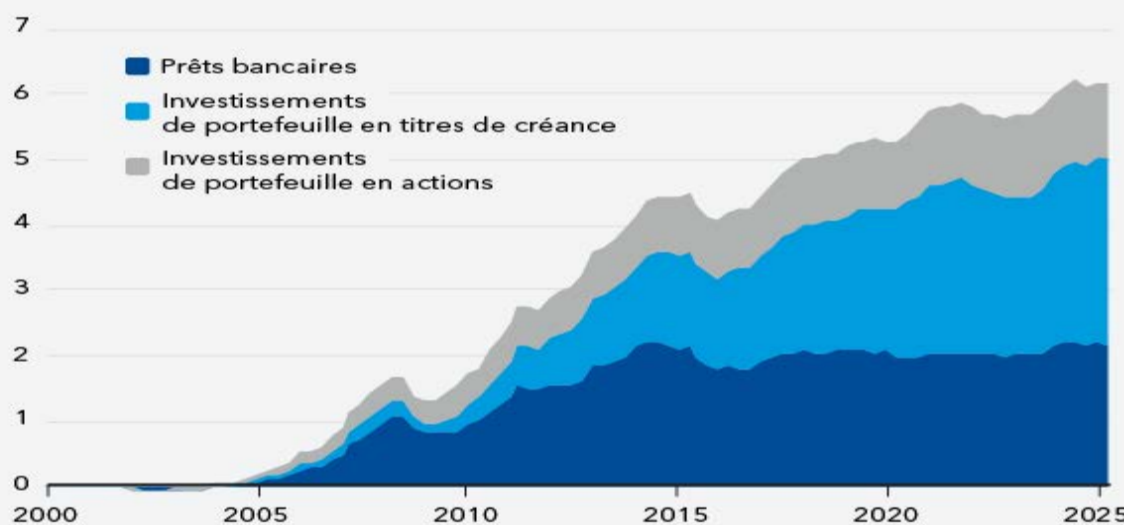
Secteur financier et monétaire

• (Page 03)

Les pays émergents face au paradoxe des capitaux non bancaires

Les flux d'investissements de portefeuille en titres de créance vers les pays émergents se sont envolés depuis la crise financière mondiale

En milliers de milliards de dollars



Sources : Banque des règlements internationaux ; FMI, Statistiques de la balance des paiements ; calculs des services du FMI.
Note : Le graphique représente le cumul des flux d'investissements de portefeuille en titres de créance et en actions des non-résidents, ainsi que des flux bancaires vers un échantillon de 51 pays émergents.

IMF

Entrepreneuriat au Togo

• (Page 04)

73 % des porteurs de projets misent sur l'auto-financement



Produits maraîchers

Le Togo et le Bénin renforcent leurs échanges commerciaux

Fluidifier le commerce des produits maraîchers entre le Togo et le Bénin : c'est l'objectif d'une séance de travail tenue ... (Page 02)

Enseignement supérieur

Le Togo et la Banque islamique de développement consolident leur partenariat
Le ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Prof. Gado TCHANGBEDJI, a reçu, le 31 mars ... (Pages 04)

Economie

Des perspectives favorables à l'horizon 2031 pour le Sénégal

Le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération a publié, mercredi 8 avril 2026, son document sur le développement économique et les perspectives. Selon le ... (Page 06)

Economie

Une résilience contrariée

La croissance attendue de l'Afrique subsaharienne et une meilleure gouvernance budgétaire masquent mal les risques qui planent sur plusieurs pays fragiles, juge la Banque mondiale. Après une ... (Page 11)

CANALBOX **FIBREZ SANS FRAIS**

PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA*

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ

8866 www.canalbox.tg

* Paiement du premier forfait mensuel à la souscription. Coût de l'appel : 20 FCFA.

Produits maraîchers

Le Togo et le Bénin renforcent leurs échanges commerciaux

Fluidifier le commerce des produits maraîchers entre le Togo et le Bénin : c'est l'objectif d'une séance de travail tenue le mercredi 7 avril à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo).

Elle a réuni les représentants de la CCI-Togo, de l'Association Ouest Africaine du Commerce Transfrontalier des produits Alimentaires, Agro-sylvo-pastoraux et Halieutiques (AOCTAH), du ministère en charge du commerce, du Programme régional d'intégration des marchés agricoles (PRIMA) ainsi que des acteurs du secteur maraîcher des deux pays. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une mission de prospection conduite par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-Bénin), en partenariat avec le Projet d'Appui au Développement du Maraîchage (PADMAR). La délégation béninoise, composée d'un représentant de la CCI-Bénin et d'une dizaine de maraîchers, séjourne au Togo du 7 au 10 avril 2026. Les échanges ont porté principalement sur les conditions d'importation et d'exportation des produits maraîchers entre les deux pays, avec pour ambition d'identifier les contraintes et de proposer des pistes d'amélioration afin de fluidifier les échanges. Il s'agit également de mettre en relation



les acteurs des deux pays et d'explorer les opportunités de partenariat commercial dans la production et la transformation des produits maraîchers tels que l'oignon, la tomate, le piment, le chou, la carotte, le concombre ou encore la laitue. Cette rencontre a permis aux participants de partager leurs expériences et d'aborder des questions essentielles liées à la réglementation, à la logistique, ainsi qu'aux exigences de qualité et de conservation des produits. À l'issue de cette séance, la délégation béninoise, accompagnée de ses homologues togolais, a entamé une visite des marchés locaux. Cette immersion vise à échanger directement avec les grossistes et les associations de commer-

çants de produits maraîchers, afin de mieux comprendre les réalités du terrain, les circuits de distribution et les attentes du marché togolais. Cette rencontre illustre l'engagement de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo et de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin à accompagner les acteurs du secteur maraîcher dans le développement de partenariats durables. À travers cet appui, les deux institutions entendent faciliter les échanges commerciaux, renforcer la structuration du secteur et contribuer à la dynamisation du commerce des produits maraîchers dans la sous-région, au bénéfice de la sécurité alimentaire et de l'emploi.

O.I

AUX DÉCIDEURS ...

Le réveil énergétique africain

Il y a des chiffres qui marquent des tournants. Les 456 000 tonnes de produits pétroliers exportées par le Dangote Group en font partie. Derrière cette performance industrielle, c'est une recomposition silencieuse mais profonde du paysage énergétique africain qui se dessine.

Pendant des décennies, l'Afrique a vécu un paradoxe structurel : riche en pétrole brut, mais dépendante de l'extérieur pour ses carburants raffinés. Une dépendance coûteuse, vulnérable aux chocs géopolitiques et aux fluctuations des marchés internationaux. Avec la montée en puissance de la raffinerie portée par Aliko Dangote à Lagos, ce modèle commence à vaciller.

L'exportation de carburants vers la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Cameroun et la Tanzanie n'est pas qu'une opération commerciale. Elle est un signal. Celui d'un Nigéria qui ne se contente plus d'être un exportateur de matières premières, mais qui ambitionne de devenir un fournisseur de produits à forte valeur ajoutée.

Ce basculement est stratégique. Dans un monde où les routes énergétiques peuvent être brutalement perturbées — à l'image des tensions autour du détroit d'Ormuz — la proximité devient un avantage décisif. Produire et raffiner sur le continent, pour le continent, réduit les délais, sécurise les approvisionnements et, potentiellement, stabilise les prix.

Mais il serait naïf d'y voir une solution miracle. La raffinerie Dangote, malgré sa taille, ne couvre encore qu'une fraction des besoins africains. Une grande partie de sa production reste absorbée par le marché nigérian. Le chemin vers une véritable autonomie énergétique continentale est encore long.

Ce qui change, en revanche, c'est la direction. Pour la première fois à cette échelle, une infrastructure africaine redéfinit les règles du jeu. Elle impose un nouveau standard, y compris en matière de qualité avec des carburants conformes aux normes Euro 5, rompant avec l'image d'un continent relégué aux produits de second rang.

Au-delà de l'énergie, c'est une leçon industrielle. Transformer localement ses ressources, intégrer les chaînes de valeur, capter davantage de richesse : voilà le véritable enjeu. Le projet de Dangote Group s'inscrit d'ailleurs dans une vision plus large, combinant raffinage, pétrochimie et engrais. Une stratégie cohérente, tournée vers l'industrialisation.

Pour des pays comme le Togo, cette évolution ouvre des perspectives concrètes. Diversifier les sources d'approvisionnement, réduire la dépendance aux importations lointaines, améliorer la sécurité énergétique : autant d'enjeux directement liés à la compétitivité économique.

Reste une question essentielle : l'exemple Dangote fera-t-il école ? Car l'avenir énergétique de l'Afrique ne peut reposer sur une seule infrastructure, aussi gigantesque soit-elle. Il suppose une multiplication d'initiatives similaires, portées par des politiques publiques volontaristes et des investissements massifs.

L'Afrique a longtemps exporté ses richesses pour importer sa dépendance. Avec Dangote, elle esquisse une autre trajectoire. Encore fragile, encore incomplète, mais porteuse d'un message clair : le continent peut, enfin, reprendre la main sur son destin énergétique. **M.T**

Image du jour



Aucune femme ne devrait jamais:

✗ mourir en couches

✗ être victime de violences sexistes

✗ voir son avenir brisé par une assistance médicale insuffisante

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes. **Source : tresor.economie.gouv.fr**

Secteur financier et monétaire

Les pays émergents face au paradoxe des capitaux non bancaire

Les investisseurs financiers non bancaires élargissent l'accès des pays émergents au financement, mais les flux qu'ils engendrent sont très sensibles aux variations de l'appétence mondiale pour le risque

Les entreprises et les États des pays émergents en quête de financements étrangers se tournent de plus en plus, au-delà des banques, vers des sources non bancaires. Comme nous le montrons dans un chapitre analytique [link] du dernier Rapport sur la stabilité financière dans le monde, cette tendance présente d'importants bienfaits, mais elle pose aussi de nouveaux risques, notamment une vulnérabilité accrue face à des retournements soudains des flux de capitaux lorsqu'un choc mondial se produit.

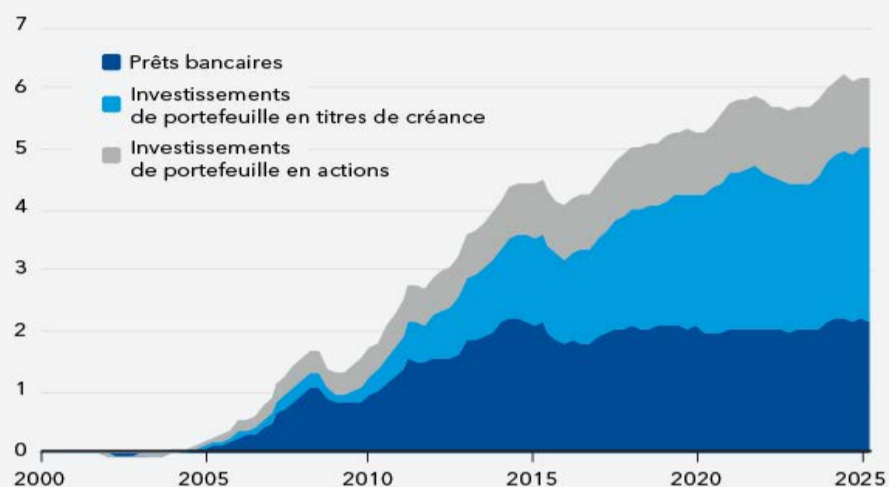
Depuis la crise financière mondiale, les flux d'investissements de portefeuille vers les pays émergents ont été multipliés par huit, pour atteindre un total cumulé de 4 000 milliards de dollars, alors que les flux bancaires ont augmenté de manière plus modérée. L'essentiel de ces flux entrants prend la forme de dette : les engagements relatifs aux investissements de portefeuille en titres de créance représentent aujourd'hui environ 15 % du produit intérieur brut (PIB) des pays émergents, alors qu'ils s'établissaient autour de 9 % en 2006. Quarante pour cent de ces capitaux sont fournis par des institutions financières non bancaires, notamment des fonds d'investissement, des fonds spéculatifs, des fonds de pension et des compagnies d'assurances, soit le double de la part observée il y a 20 ans. Pour les emprunteurs des pays émergents, les avantages peuvent être considérables. L'abondance de capitaux peut abaisser les coûts de financement, ce qui favorise l'accroissement des investissements et l'accélération de la croissance de la produc-

tivité. Le financement de marché peut favoriser l'intégration des entreprises aux chaînes de valeur mondiales, atout majeur pour les exportations, en facilitant l'accès aux ressources qui serviront à leurs échanges commerciaux, à leurs fonds de roulement et à d'autres besoins essentiels au renforcement de leur capacité de production. Au fil du temps, un accès durable aux marchés internationaux des capitaux peut aussi contribuer à approfondir les systèmes financiers nationaux et à soutenir le développement du secteur financier à long terme. En revanche, les flux d'investissements de portefeuille ont tendance à être plus volatils que les flux bancaires, et ils sont de plus en plus sensibles aux conditions de risque mondiales, comme le montre notre analyse. Des retraits brutaux de capitaux peuvent intensifier les pressions liées au financement extérieur, accroître les coûts d'emprunt et déclencher de fortes dépréciations monétaires, engendrant des tensions financières qui pèsent sur la croissance économique. Ces risques se sont manifestés dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient, plusieurs pays émergents connaissant un retournement des flux de capitaux d'investisseurs non bancaires non résidents.

Pour évaluer ces effets, nous nous basons sur une augmentation d'un écart-type d'un indicateur couramment utilisé afin de mesurer l'appétence mondiale pour le risque, à savoir l'indice de volatilité du Chicago Board Options Exchange, ou indice VIX. Cela équivaut approximativement au bond enregistré par l'indice VIX lors des relèvements de taux d'intérêt de la Réserve fédérale début 2022. Cette poussée est associée, pour les pays émergents, à des sorties d'investissements de portefeuille en titres de créance

Les flux d'investissements de portefeuille en titres de créance vers les pays émergents se sont envolés depuis la crise financière mondiale

En milliers de milliards de dollars



Sources : Banque des règlements internationaux ; FMI, Statistiques de la balance des paiements ; calculs des services du FMI.
Note : Le graphique représente le cumul des flux d'investissements de portefeuille en titres de créance et en actions des non-résidents, ainsi que des flux bancaires vers un échantillon de 51 pays émergents.

IMF

d'environ 1 % du PIB trimestriel en moyenne (soit une baisse de 0,3 écart-type des flux par rapport au PIB). Les sorties attribuables aux fonds d'investissement sont environ deux fois plus importantes. Ces effets sont probablement amplifiés dans des pays aux fondamentaux plus fragiles, comme une charge de la dette publique plus lourde à porter, des réserves de change moins étoffées et des institutions de moins bonne qualité.

Pourquoi les flux d'investissements de portefeuille en titres de créance générés par des investisseurs financiers non bancaires font-ils preuve d'une telle volatilité ? Les raisons varient d'un groupe d'investisseurs à l'autre. Les fonds d'investissement, qui représentent l'essentiel des investissements de portefeuille dans les pays émergents, peuvent être subitement exposés à des pressions liées aux remboursements. Les stratégies basées sur des indices de référence, telles que celles employées par les

fonds passifs et la plupart des fonds indiciels, ajustent automatiquement la composition des portefeuilles en fonction des modifications des pondérations des indices, ce qui accroît le risque de ventes synchronisées d'actifs. Les fonds spéculatifs, dont l'importance est grandissante parmi les groupes d'investisseurs de certains pays émergents, ont souvent recours à l'effet de levier pour obtenir de meilleurs rendements. Ces stratégies peuvent créer des facteurs de vulnérabilité, car une volatilité croissante des marchés peut déclencher des appels de marge ou des dépassements de seuils de risques, avec pour conséquence de forcer des ventes d'actifs et d'amplifier les pressions sur les prix. De surcroît, les réformes réglementaires adoptées après 2008 pour limiter la capacité des institutions bancaires mondiales à prendre des risques ont probablement détourné les emprunteurs plus risqués vers le financement non bancaire. Conséquence : une sensibilité réduite du finan-

cement bancaire au risque mondial et une sensibilité accrue du financement non bancaire basé sur les marchés. Parmi les investisseurs non bancaires, les fonds spéculatifs et les fonds communs de placement sont les plus sensibles aux fluctuations du risque mondial, alors que d'autres groupes d'investisseurs tels que les fonds de pension et les compagnies d'assurances ont tendance à être plus stables. Par exemple, une poussée de l'indice VIX est associée à une baisse de 1,3 % des avoirs des fonds spéculatifs en titres de pays émergents. Les fonds communs de placement réduisent également leur exposition, mais dans des proportions moindres (0,6 % environ), ce qui s'inscrit globalement dans la moyenne de l'ensemble du groupe des investisseurs financiers non bancaires non résidents. En revanche, les avoirs détenus par les compagnies d'assurances et les fonds de pension ne réagissent pas de manière statistiquement significative à ce même choc. Le crédit privé, segment en forte croissance et relativement opaque du secteur financier non bancaire, pose des difficultés supplémentaires. Dans les pays émergents, le crédit privé, qui consiste principalement en des prêts octroyés directement aux entreprises par des investisseurs non bancaires, a connu une expansion rapide. D'après les estimations, le volume d'actifs sous gestion y a été multiplié par cinq au cours

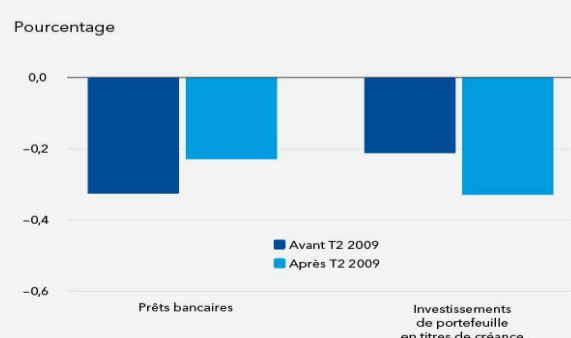
des dix dernières années pour atteindre une fourchette comprise entre 50 et 100 milliards de dollars. Certes, le crédit privé élargit l'accès aux capitaux, mais la transparence et la disponibilité des données laissant à désirer, il est difficile de déceler rapidement les facteurs de vulnérabilité ou les risques pour la stabilité financière.

Renforcer la résilience

Notre analyse souligne que les décideurs des pays émergents doivent surveiller attentivement la composition de la base des investisseurs non bancaires lorsqu'ils examinent les risques pour la stabilité financière. L'amélioration de la qualité des institutions ainsi que le maintien de réserves budgétaires et extérieures suffisantes peuvent aussi contribuer à atténuer la volatilité des flux de capitaux et à attirer des investissements extérieurs plus stables et de long terme. Par ailleurs, une combinaison de mesures (parmi lesquelles la flexibilité de la politique monétaire et du taux de change, complétée par des interventions sur le marché des changes, si nécessaire) et d'outils macroprudentiels peut aider à contenir les facteurs de vulnérabilité et à se protéger contre les risques. Le cadre stratégique intégré du FMI formule des préconisations sur la manière de calibrer et d'organiser ces instruments. Les tests de résistance appliqués à l'ensemble du système, qui simulent les répercussions de chocs économiques graves, mais plausibles, peuvent aider à évaluer en profondeur la résilience du système financier face à des retournements soudains des flux de capitaux et à s'assurer que les institutions financières disposent de réserves de capitaux et de liquidités suffisantes. Enfin, il est essentiel de renforcer la coopération internationale pour combler les lacunes en matière de réglementation et de données, ainsi que pour limiter les effets de contagion indésirables des chocs financiers mondiaux.

Source : FMI

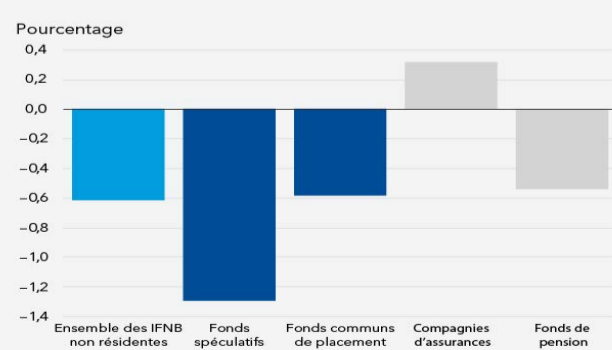
Les prêts bancaires sont devenus moins sensibles au risque mondial que les flux d'investissements de portefeuille en titres de créance



Sources : Banque des règlements internationaux ; Emerging Portfolio Fund Research ; FMI, Statistiques de la balance des paiements ; calculs des services du FMI.
Note : Le graphique représente la diminution des flux d'engagements bancaires et de portefeuille de non-résidents (par rapport au PIB trimestriel) sous l'effet d'une augmentation d'un écart-type de l'indice VIX.

IMF

La sensibilité au risque mondial varie selon les types d'investisseurs financiers non bancaires



Sources : Chicago Board Options Exchange ; FactSet ; Uppier ; calculs des services du FMI.
Note : Le graphique représente des estimations de la variation de la croissance des avoirs en titres de créance et en actions des non-résidents (par rapport à leurs niveaux initiaux) corrigée des effets de valorisation pour une augmentation d'un écart-type de l'indice VIX. Les barres bleues signalent que l'effet est statistiquement significatif au niveau de 10 % ou moins. Les barres grises signalent que l'effet n'est pas statistiquement significatif au niveau de 10 %.

IMF

Banque mondiale

73 % des entrepreneurs togolais lancent leur activité par auto-financement

Au Togo, les entrepreneurs financent très majoritairement le lancement de leurs activités sur fonds propres.

Ainsi, 94 % des entrepreneurs du pays d'Afrique de l'Ouest financent leur démarrage par des ressources personnelles ou leur réseau proche, selon des données issues du rapport Africa Economic Update 2026 de la Banque mondiale. Dans le détail, 73 % des entrepreneurs recourent à l'auto-financement pour démarrer, contre 21 % qui mobilisent l'appui de la famille ou des proches.



région

Efforts récents

Un financement centré sur les ressources personnelles

En comparaison, les sources de financement formelles restent marginales. Seulement 5 % des entrepreneurs togolais accèdent à un financement officiel, banques commerciales, institutions de microfinance formelles, établissements de crédit, programmes publics de financement ou lignes de crédit structurées, tandis que les sources informelles représentent 1 %. Les autres formes de financement restent résiduelles. Cette structure reflète des contraintes persistantes sur l'accès au crédit. Comme le souligne la Banque mondiale, « la majorité des travailleurs indépendants [...] s'appuient principalement sur leur épargne personnelle ou sur le soutien de leur famille et de leurs amis pour financer leur capital de démarrage ». Ce modèle s'explique notamment par des coûts d'accès élevés aux services financiers et par des exigences de garantie peu adaptées aux petites unités économiques.

Des tendances similaires dans la sous-

Le Togo n'est pas un cas isolé, comparé à ses voisins de la sous-région. Au Sénégal, 74 % des entrepreneurs s'appuient sur leurs ressources propres, contre 76 % en Guinée-Bissau et 79 % au Nigeria. Le Bénin et la Côte d'Ivoire affichent également des niveaux élevés d'auto-financement, respectivement 79 % et 81 %, selon la même source. Au Mali, ce taux culmine à 85 %, sur fond de dépendance encore plus forte aux ressources personnelles. Dans ces pays, le recours au financement familial reste également la seconde source dominante, tandis que les circuits formels demeurent peu mobilisés.

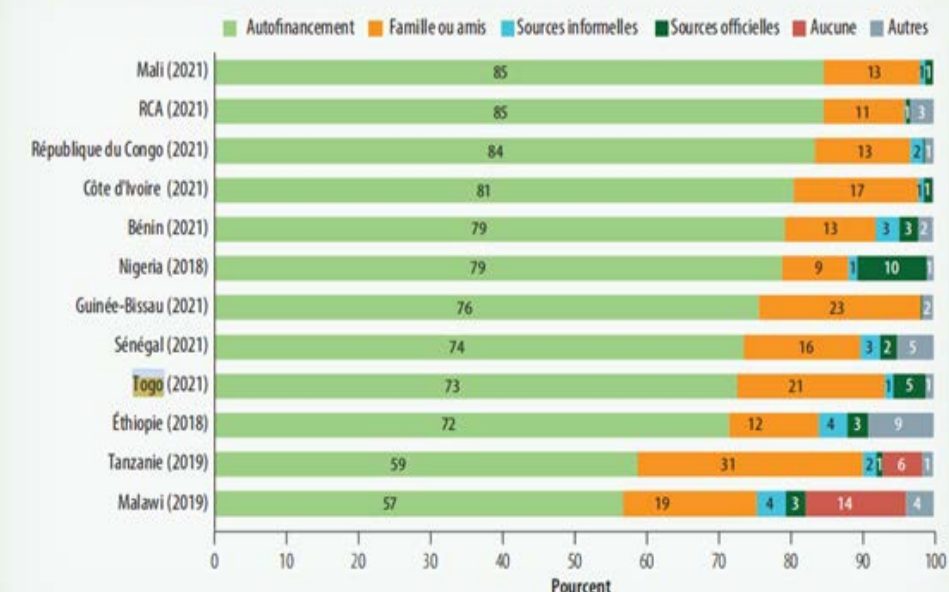
Une faible intégration aux circuits formels

Ces données traduisent une structure économique dominée par des entreprises informelles. Par exemple, « l'emploi non agricole est dominé par des entreprises familiales informelles » qui fournissent principalement à « des consommateurs à proximité », indique le rapport. Cette configuration limite l'intégration des entrepreneurs aux chaînes de valeur formelles et freine leur accès aux financements structurés.

Il faut cependant noter que ces données de la Banque mondiale datent de 2021 et ne tiennent pas forcément compte des évolutions enregistrées dans les cinq dernières années, marquées par des efforts en matière d'accès au crédit et de promotion de l'inclusion financière. Au Togo, le taux d'inclusion financière a atteint 89,04 % en 2024, contre 87,7 % un an plus tôt, plaçant le pays parmi les plus avancés de l'UEMOA. Cette dynamique repose en grande partie sur le Fonds national de la finance inclusive, créé pour cibler les populations exclues du système bancaire. À fin 2025, le FNFI revendiquait avoir octroyé plus de 1,9 million de crédits pour un montant cumulé d'environ 116 à 117 milliards FCFA. En parallèle, les autorités s'appuient sur la microfinance, le mobile money et la digitalisation pour élargir l'accès aux services financiers, notamment en zones rurales. D'autres dispositifs comme l'ANPGF ou le MIFA (axé sur le rural et la production agricole), visent à réduire le risque pour les banques et faciliter le financement des PME.

Avec Togofirst

Figure 1.14 : Sources de financement initial



Sources : Données issues de l'EHCVM 2021 ; Sinha, Inchauste et Narayan 2024.

Enseignement supérieur

Le Togo et la Banque islamique de développement consolident leur partenariat

Le ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Prof. Gado TCHANGBEDJI, a reçu, le 31 mars 2026, une délégation de la Banque Islamique de Développement (BID), conduite par son directeur régional, Dr Nabil Ghaleb.

Les échanges ont porté sur plusieurs points essentiels, notamment la présentation de la nouvelle équipe en charge du portefeuille du Togo, ainsi que sur l'état d'avancement du Projet d'Appui à la mise en œuvre de la Réforme de l'Enseignement supérieur en Sciences et Ingénieries (PARESI). Les discussions ont permis de faire le point sur les progrès enregistrés, les défis rencontrés, ainsi que sur les perspectives de mise en œuvre, en lien avec les objectifs de modernisation du système d'enseignement supérieur. À cette occasion, le ministre délégué a salué l'appui constant de la BID aux efforts de développement du Togo et a réaffirmé l'engagement des plus hautes autorités à consolider ce partenariat stratégique,



en vue d'accroître l'impact de ce projet sur l'amélioration de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Cette audience traduit la volonté commune de renforcer la collaboration entre le Togo et la BID.

Métrologie

Au Togo, les opérateurs ont jusqu'au 30 juin pour se régulariser

Le Togo renforce l'encadrement des activités liées à la métrologie et à la qualité. Le ministère en charge de la Promotion des investissements rappelle ainsi aux opérateurs du secteur, l'obligation d'obtenir l'agrément intervenant dans les activités de mesure, de réparation ou de maintenance des instruments.

L'annonce a été faite à travers un communiqué officiel daté du 25 mars 2026. Cette exigence légale concerne notamment les entreprises opérant sur des instruments de mesure utilisés dans les transactions commerciales ou les services techniques.



Jusqu'au 30 juin 2026

En effet, selon les autorités publiques, l'exercice de ces activités est strictement conditionné à l'obtention préalable d'un agrément délivré par la Haute autorité de la qualité et de l'environnement, à travers le Comité togolais d'agrément. Les opérateurs en situation irrégulière sont invités à se mettre en conformité. La métrologie ou science de la mesure, consiste à s'assurer que les instruments utilisés pour mesurer donnent des résultats justes et fiables (comme véri-

fier qu'une pompe à essence délivre bien la quantité affichée, ou qu'une balance donne le bon poids). Dans la vie économique, cette discipline est essentielle, car elle garantit l'équité dans les échanges. Si les mesures sont fausses, les consommateurs peuvent être lésés et les entreprises peuvent perdre en crédibilité. L'échéance pour se mettre aux normes est fixée au 30 juin 2026. Les opérateurs disposent donc de quelques semaines pour régulariser leur situation avant l'entrée en vigueur

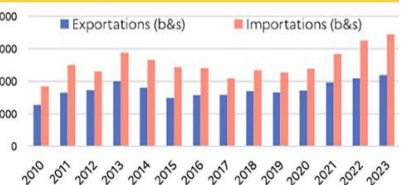
des sanctions prévues par la réglementation. Le gouvernement appelle explicitement les acteurs concernés à accélérer leurs démarches.

« J'invite les opérateurs économiques [...] à se conformer aux dispositions légales et réglementaires en vigueur au plus tard le 30 juin 2026 », a-t-il précisé, ajoutant que « passé ce délai, tout opérateur [...] s'expose aux sanctions légales et réglementaires en vigueur ».

Avec Togo First

Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)			
	2021	2022	2023
Exportations de biens et services (BM)	1 971	2 091	2 192
Importations de biens et services (BM)	2 833	3 259	3 441
Balance des biens et services (BM)	- 861	- 1 167	- 1 249



Source : tresor.economie.gouv.fr

Afrique

Les ambitions stratégiques de Aliko Dangote

Pour atteindre un chiffre d'affaires de 100 milliards \$, le groupe Dangote a besoin d'investir à hauteur de 40 milliards \$. Afreximbank soutient ses ambitions.

Une nouvelle fois, la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) réaffirme son soutien au groupe Dangote dans son ambition d'étendre ses activités et porter son chiffre d'affaires à 100 milliards de dollars à horizon 2030. Le 31 mars 2026, la direction du conglomérat nigérian a présenté sa stratégie de croissance à long terme, « Vision 2030 : Dynamiser le Groupe Dangote pour un succès à long terme ». Cette stratégie définit un programme d'expansion en deux phases couvrant les périodes 2025-2028 et 2028-2030.

« Nous partageons la même mission : développer les capacités locales, éliminer notre dépendance aux importations et faire en sorte que la croissance industrielle de l'Afrique soit impulsée par les Africains. »

L'événement a été marqué par la signature d'un accord portant sur une facilité de 2,5 milliards \$ garantie par l'Afreximbank, dans le cadre d'un prêt syndiqué senior à terme de 4 milliards \$ en faveur de Dangote Petroleum Refinery and Petrochemicals FZE.

Au cours de la présentation, le groupe Dangote a exposé ses projets visant à développer et à op-



• George Elombi et Aliko Dangote.

timiser ses plateformes existantes, ainsi qu'à accroître ses capacités dans tous les secteurs d'activité. Parmi les initiatives clés figure l'augmentation de la capacité de Dangote Petroleum Refinery, qui passera de 650 000 barils par jour (bpj) à 1,4 million de bpj. En outre, le groupe a l'intention de quadrupler sa production d'engrais, la faisant passer de 3 millions de tonnes par an, « une initiative qui positionnerait le groupe comme le plus grand producteur mondial d'engrais à base d'urée », se félicite Afreximbank.

La stratégie d'expansion prévoit une croissance rapide dans d'autres secteurs d'activité, y compris le ciment, le riz et la production. Au-delà de son portefeuille actuel, le Dangote a identifié de nouvelles opportunités d'investissement dans les infrastructures, notamment les ports et les pipelines, ainsi que dans le gaz, l'exploitation minière – en tant que porte d'entrée pour les exportations de minerais semi-transformés et à valeur ajoutée –, les centres de données pour soutenir la transformation numérique et la résilience des entreprises, et l'énergie, décrite comme le moteur de la transforma-

tion industrielle de l'Afrique.

Accélérer les changements

Pour soutenir cette croissance sur les cinq prochaines années, Dangote estime qu'il lui faudra au moins 40 milliards \$ de nouveaux investissements pour concrétiser ses ambitions continentales.

D'où le partenariat avec Afreximbank, qui « va au-delà d'un simple soutien financier ; il s'agit d'un rêve commun pour le continent », a déclaré Aliko Dangote. « Lorsque nous avons entrepris de construire une raffinerie de 650 000 barils par jour – la plus

grande de ce type en Afrique –, la banque a cru en notre vision là où d'autres étaient sceptiques. Sans son leadership et sa confiance, le développement du continent africain n'en serait pas là où il en est aujourd'hui.

Nous sommes étroitement liés à la banque car nous partageons la même mission : développer les capacités locales, éliminer notre dépendance aux importations et faire en sorte que la croissance industrielle de l'Afrique soit impulsée par les Africains », a poursuivi le PDG de Dangote Industries Limited. Pour sa part, George Elombi, PDG de l'Afreximbank, considère

que ces engagements témoignent d'une forte convergence d'objectifs visant à libérer l'Afrique de sa dépendance et à garantir que les ressources du continent soient utilisées au profit de ses populations. Lors de la présentation du 31 mars, il s'est dit « convaincu » que cette collaboration déboucherait sur « un formidable partenariat permettant de réaliser des investissements à grande échelle qui accéléreront les changements attendus », des changements qui ont pris un caractère d'urgence face à la fragmentation et au protectionnisme croissants à l'échelle mondiale.

George Elombi a rappelé qu'au début de la pandémie de Covid-19 en 2020, l'Afrique avait eu du mal à se procurer ne serait-ce que les équipements de protection de base en raison de capacités de production limitées, ajoutant que « même lorsque des financements étaient disponibles, nous ne pouvions pas accéder à ces articles essentiels ». Dès lors, quoi de plus normal pour l'Afreximbank que de soutenir la concrétisation des aspirations du groupe Dangote ? « C'est précisément la raison d'être de notre institution. Comme cela est profondément ancré dans notre ADN, nous ne nous contentons pas d'écouter : nous agissons et transformons les aspirations en actions. »

Economie

Des perspectives favorables à l'horizon 2031 pour le Sénégal

Le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération a publié, mercredi 8 avril 2026, son document sur le développement économique et les perspectives. Selon le rapport, la croissance pour l'année 2026 est désormais projetée à 2,5 %. À l'horizon 2031, cet indicateur macroéconomique devrait atteindre la barre des 6 %.

Le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération a publié, hier, mercredi 8 avril 2026, son document sur le développement économique et les perspectives. Il y est mentionné que les perspectives à moyen terme sont tributaires d'une consolidation budgétaire à finaliser à l'horizon 2027 et une hausse progressive de la croissance hors hydrocarbures, portée par le secteur privé, y est relevée grâce à une productivité accrue comparée à celle des dernières années. À moyen terme et malgré la possibilité d'une hausse plus modérée de la croissance, le Sénégal table sur le maintien du déficit budgétaire à 3 % du Pib conjugué à une stratégie d'endettement privilégiant le marché régional, qui devrait permettre de ramener le ratio de soutenabilité de la dette en dessous des seuils critiques. Ce, nonobstant la hausse des charges d'intérêts qui ont augmenté d'une moyenne de 2,8 % sur 2019-2024 à 5 % sur la période 2025-2030. De l'autre côté, l'élargissement de l'assiette fiscale permettra une mobilisation de recettes fiscales entre 20 et 25 % du Pib. Des performances qui permettraient de financer des investissements sur ressources intérieures avec un effet de levier du secteur privé en ligne avec la « Vision 2050 ». Fort de ces indicateurs macroéconomiques, la



croissance devrait augmenter de 3 % en 2026 à 6 % en 2031. Sur la période de projection, il est retenu l'hypothèse d'une amélioration durable de la Productivité totale des facteurs (Ptf) par rapport aux épisodes de croissance observés entre 2000 et 2019, période au cours de laquelle la Ptf demeurait globalement positive, mais modérée. Les projections sont établies à partir d'une fonction de production du Pib hors hydrocarbures afin de mieux capter les dynamiques structurelles de l'économie. Ainsi, sur la période 2027-2031, la croissance du Pib hors hydrocarbures ressortirait en moyenne à 5,1 %.

Une croissance de 2,5% en 2026

Au total, la croissance économique en 2026 est estimée à 2,5 % par rapport à 6,7 % en 2025, marquant une décélération en lien avec une baisse de la contribution des hydrocarbures après une année pleine de production. Il est attendu une croissance économique hors hydrocarbures et

agriculture de 3 % en 2026, moins que le taux de 5,5 % prévu dans la Lfi 2026 au vu du ralentissement observé en 2025. Selon le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération, il s'agit néanmoins d'une hausse de 1,4 point par rapport à 2025, car le ralentissement à 1,6 % en 2025 aurait été de 2,3 % hors effets extractifs et agriculture y compris. Du point de vue de l'offre, la progression de l'activité économique serait portée par le secteur primaire avec une croissance estimée à 4,8 % après 7 % en 2025 ; le secteur tertiaire dont la valeur ajoutée progresserait de 2,8 %, après 2,5 % en 2025. Sans oublier la progression des taxes nettes, qui reste inchangée par rapport à 2025, soit à 2,4 %. De son côté, le secteur secondaire affiche une croissance plus modérée de 1 %, pénalisée par la contreperformance du sous-secteur des hydrocarbures après 16,7 % en 2025. Quant au secteur tertiaire, il devrait présenter une contribution de 1,4 point après 1,3 point en 2025. Du point de vue de la demande, la croissance économique en 2026 serait soutenue par la progression de l'ensemble de ses composantes. Les exportations augmenteraient de 1,6 %, la consommation finale de 3,4 %, l'investissement de 3,7 %, tandis que les importations progresseraient de 4,5 %, reflétant la de-

mande privée. En termes de contribution à la croissance, la dynamique serait principalement tirée par la consommation finale qui apporterait 2,7 points de pourcentage, en lien avec l'évolution de la consommation privée. Les exportations et l'investissement contribueraient

respectivement à hauteur de 0,4 point et 1,4 point. Pour le gouvernement du Sénégal, tous les ratios de viabilité de la dette sont dans une trajectoire favorable dans le scénario de base. En effet, les transferts des migrants, soit 11 % du Pib, ainsi que l'appartenance à l'Uemoa,

explique-t-on dans le document, sont deux facteurs particuliers au Sénégal qui renforcent le verdict de soutenabilité de sa dette. Ceci relaxe, en partie, la contrainte de ses exportations et de ses recettes fiscales pour faire face à sa dette.

D.O

Commerce régional

Lomé et Ouagadougou veulent lever les entraves au transit

Les opérations de transit sur le corridor Lomé-Ouagadougou restent affectées par des contraintes logistiques et administratives, dans un environnement de coûts élevés et de longs délais, impactant les échanges commerciaux.

Le Togo et le Burkina Faso intensifient leurs échanges pour améliorer la fluidité du corridor Lomé-Ouagadougou, un axe routier de plus d'un millier de kilomètres, central pour le transit sous-régional. Une réunion entre les autorités des deux pays s'est tenue à cet effet en fin de semaine écoulée à Lomé, réunissant les acteurs du transport et de la logistique.



comme les faux frais, la multiplication des postes de contrôle et certaines redevances qui alourdissent les coûts logistiques.

Vers des ajustements et une coordination renforcée

Des dysfonctionnements identifiés

Plusieurs contraintes freinent la compétitivité de ce corridor, notamment les tracasseries routières, les lourdeurs administratives et la vétusté du parc automobile. Les discussions

ont ainsi permis de recenser plusieurs points de blocage. Parmi eux, la facturation de surestaries aux chargeurs, des retards liés aux procédures, l'insuffisance des capacités de stockage au port et le manque d'équipements de manutention. Les délégations ont également évoqué l'encombrement des camions, l'insuffisance de parkings pour gros porteurs et les problèmes d'insécurité au port. À cela s'ajoutent les difficultés liées au corridor,

Les deux parties, après avoir relevé ces défis, ont exprimé leur volonté d'améliorer la coordination. Le Togo a, pour sa part, indiqué travailler sur des mesures visant à mieux répartir les responsabilités en cas de retards et à renforcer la transparence dans l'organisation du fret. Le ministre togolais des Transports a insisté sur l'importance stratégique de cet axe.

Agence Ecofin

CEDEAO

Célébration du cinquantenaire à Yamoussoukro

Une mobilisation institutionnelle et populaire au service d'une Afrique de l'ouest plus intégrée et résiliente

La capitale politique ivoirienne, Yamoussoukro, a abrité, le samedi 28 mars 2026, la cérémonie officielle marquant le cinquantième anniversaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la Recherche de la Paix. Cette célébration, organisée par la Représentation permanente de la Commission de la CEDEAO en Côte d'Ivoire, en collaboration avec le Bureau National CEDEAO Côte d'Ivoire, a enregistré une forte mobilisation institutionnelle, diplomatique et populaire, témoignant de l'attachement des États et des peuples ouest-africains aux idéaux d'intégration régionale. Placée sous la présidence de Madame NIALE Kaba, Ministre d'État, Ministre des Affaires



étrangères et de la Coopération Internationale, cette célébration a été marquée par un message fort en faveur d'une Afrique de l'Ouest plus solidaire, plus souveraine et davantage tournée vers l'avenir. Dans son allocution, Madame le Ministre d'État a appelé à faire de ce cinquantenaire non pas une simple commémoration, mais un tournant décisif pour approfondir l'intégration régionale, consolider une souveraineté collective et bâtir une « CEDEAO plus unie, plus résiliente et davan-

tage tournée vers l'avenir ». Elle a également mis en exergue les perspectives liées à la monnaie unique ECO, à la Vision 2050 de la CEDEAO, ainsi qu'à la nécessité d'une réponse concertée face aux défis du terrorisme, de la criminalité transnationale organisée et des fragilités démocratiques. La présence distinguée de l'Honorable Madame Adjaratou Traoré COULIBALY, représentant la Vice-Présidente de la Commission de la CEDEAO, ainsi que celle d'autres hautes per-

sonnalités communautaires, nationales, diplomatiques, administratives, coutumières et locales, a conféré à cette commémoration un caractère solennel et fédérateur. Dans son intervention, l'Honorable Madame Adjaratou Traoré Coulibaly a souligné que ce cinquantenaire devait permettre de rapprocher davantage la CEDEAO des citoyens et de renforcer le sentiment d'appartenance communautaire. Elle a notamment rappelé que la caravane commémorative constituait un véritable trait d'union entre les institutions communautaires et les populations, mettant en lumière des acquis majeurs tels que le passeport communautaire, le tarif extérieur commun et les mécanismes d'alerte précoce. Dans cette dynamique, Madame Fatmah Diarré MAHAN, Représen-

tante Permanente par intérim de la CEDEAO en Côte d'Ivoire et Son Excellence Madame FOLQUET I. Sandra, Responsable du Bureau National CEDEAO ont joué, de manière concertée, un rôle de premier plan dans la préparation, la coordination et la mise en œuvre de l'événement. Leur implication conjointe illustre la complémentarité de la Représentation permanente et du Bureau National CEDEAO au service du renforcement de l'intégration régionale et du rapprochement de la CEDEAO avec les populations. Elles ont salué l'engagement constant des autorités ivoiriennes ainsi que la forte mobilisation de la jeunesse, des femmes et des communautés autour des idéaux communautaires. Parallèlement, les activités commémoratives se sont poursuivies à travers

une caravane urbaine et diverses animations culturelles et citoyennes, rassemblant autorités, partenaires et les populations, illustrant l'adhésion populaire aux idéaux communautaires. Déclarant ouverte la caravane commémorative, Madame le Ministre d'État NIALE Kaba a lancé un appel fort en faveur d'une CEDEAO plus unie, plus résiliente et davantage tournée vers l'avenir, soulignant que ce cinquantenaire doit constituer un tournant décisif pour renforcer l'intégration régionale. En définitive, cette célébration du jubilé d'or de la CEDEAO à Yamoussoukro aura constitué un moment fort de commémoration, de mobilisation et de projection stratégique, réaffirmant l'engagement collectif en faveur d'une Afrique de l'Ouest intégrée, pacifique et prospère.

R.U



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

jeudi 9 avril 2026

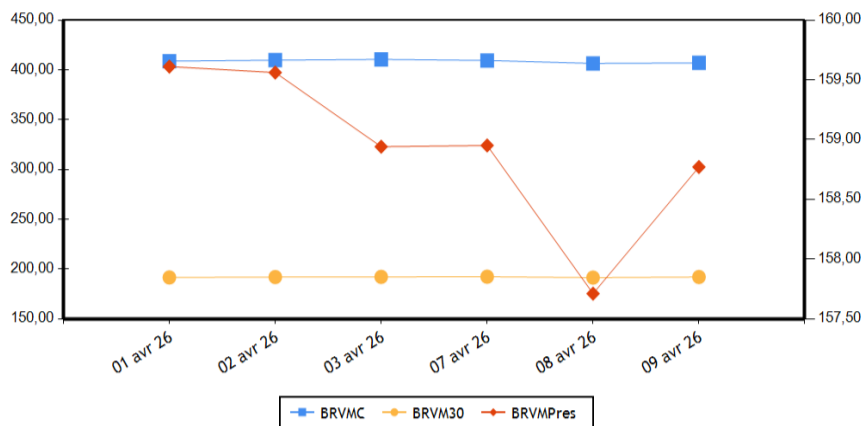
N° 67

BRVM COMPOSITE	406,95
Variation Jour	0,13 % ↑
Variation annuelle	17,70 % ↑

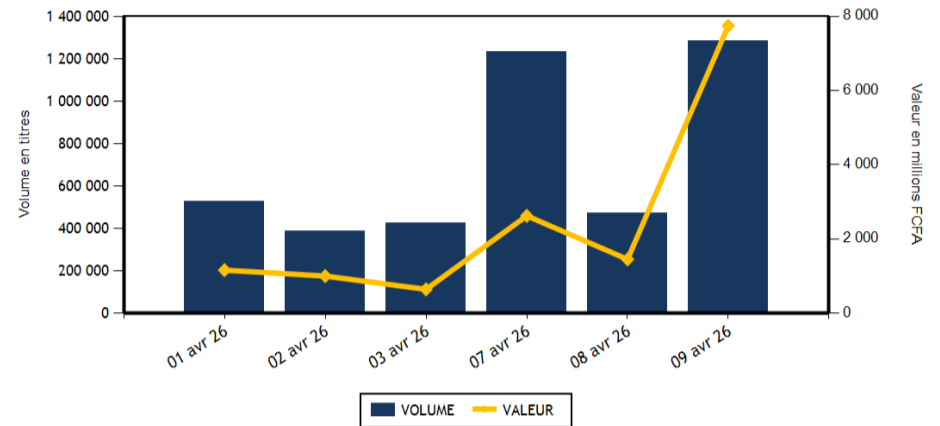
BRVM 30	191,95
Variation Jour	0,32 % ↑
Variation annuelle	15,47 % ↑

BRVM PRESTIGE	158,77
Variation Jour	0,67 % ↑
Variation annuelle	10,07 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	15 690 176 251 408	0,13 %
Volume échangé (Actions & Droits)	549 912	23,81 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	860 065 976	-28,26 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	19	18,75 %
Nombre de titres en baisse	23	9,52 %
Nombre de titres inchangés	5	-50,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 936 563 045 757	-0,20 %
Volume échangé	731 684	2 706,40 %
Valeur transigée (FCFA)	6 879 151 271	2 651,01 %
Nombre de titres transigés	6	20,00 %
Nombre de titres en hausse	3	200,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SUCRIVOIRE (SCRC)	2 125	7,32 %	100,47 %
PALM CI (PALC)	8 700	6,10 %	7,41 %
SAPH CI (SPHC)	7 265	3,05 %	-8,04 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	33 980	2,66 %	13,66 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	3 005	2,39 %	90,19 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	4 095	-7,46 %	73,52 %
SETAO CI (STAC)	3 605	-7,45 %	172,08 %
UNILEVER CI (UNLC)	58 000	-3,53 %	69,47 %
CIE CI (CIEC)	3 245	-3,13 %	37,50 %
FILTISAC CI (FTSC)	2 305	-2,95 %	3,83 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	158,77	0,67 %	10,07 %	31 546	291 297 460	11,90
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	284,18	-0,42 %	30,57 %	518 366	568 768 516	17,44

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	156,71	0,13 %	17,70 %	549 912	860 065 976	13,88

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	102,93	0,20 %	8,46 %	6 149	113 580 055	9,95
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	198,95	-0,66 %	14,99 %	28 528	52 285 125	70,19
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	177,77	0,41 %	21,88 %	403 693	333 979 946	11,99
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	265,83	0,00 %	23,02 %	18 850	115 158 460	13,18
BRVM - INDUSTRIELS	6	211,77	-2,60 %	60,03 %	72 666	181 486 525	18,05
BRVM - ENERGIE	4	142,35	0,21 %	28,35 %	15 452	46 834 280	18,32
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	141,61	-2,67 %	33,72 %	4 574	16 741 585	17,56

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,88
Taux de rendement moyen du marché	6,47
Taux de rentabilité moyen du marché	7,52
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	191
Volume moyen annuel par séance	2 030 868,00
Valeur moyenne annuelle par séance	3 093 168 905,72

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	27,86
Ratio moyen de satisfaction	56,43
Ratio moyen de tendance	202,57
Ratio moyen de couverture	49,36
Taux de rotation moyen du marché	0,05
Prime de risque du marché	1,46
Nombre de SGI participantes	35

Narratif africain

L'Union africaine s'appuie sur 22 journalistes pour changer le récit

L'African Union Media Fellowship offre aux participants un perfectionnement professionnel, un mentorat et un accès à des experts des médias et du développement.

L'Union africaine entend encourager les journalistes du continent à produire des contenus contribuant à façonner un récit africain autour des priorités du continent. L'Union africaine (UA) a annoncé la sélection de 22 journalistes et créateurs de contenu africains pour la troisième cohorte de son programme de bourses médiatiques, visant à renforcer les capacités du secteur et à promouvoir une narration africaine du continent.

Le programme vise à renforcer les médias africains en promouvant un journalisme éthique, en remettant en question les récits dominants et en encourageant la collaboration entre professionnels pour produire des récits transfrontaliers, tout en soutenant un narratif conforme à l'Agenda 2063 de l'UA.

African Union Media Fellowship soutient des boursiers issus de 18 pays africains

Le programme de 16 mois,



baptisé African Union Media Fellowship, offre aux participants un perfectionnement professionnel, un mentorat et un accès à des experts des médias et du développement pour produire un journalisme « audacieux et axé sur les solutions » en rapport avec les enjeux africains.

Les boursiers viennent de 18 pays africains et représentent des médias écrits, audiovisuels et numériques « indépendants reflétant la diversité, le dynamisme et l'excellence médiatique croissante du continent ». Ils ont été sélectionnés parmi

plus de 100 000 candidats, a indiqué la division de la communication de l'UA.

La nouvelle cohorte comprend également un parcours consacré à la santé, développé en partenariat avec Africa CDC, l'agence de santé publique de l'UA.

L'agence continentale soutient cinq des 22 boursiers au titre de la nouvelle filière afin de renforcer les compétences journalistiques dans la couverture des questions sanitaires. Selon le bureau de l'agence allemande de coopération (GIZ) auprès de l'UA, cette bourse encourage l'innovation et la transformation numériques en Afrique en permettant aux journalistes de partager des récits de développement authentiques, soutenant la stratégie numérique 2020-2030 de l'organisation panafricaine.

Le programme de bourses médiatiques est soutenu par plusieurs partenaires internationaux, dont l'Union européenne et la GIZ, qui contribue à financer les formations et les activités du réseau de journalistes participants.

DPA



États-Unis

Melania Trump nie tout lien avec les crimes d'Epstein

«Les mensonges qui m'associent avec ce personnage infâme doivent cesser», a lancé la Première dame américaine, niant avec véhémence tout lien avec les crimes d'Epstein.

La Première dame des États-Unis, Melania Trump, a nié avec véhémence jeudi tout lien avec les crimes commis par Jeffrey Epstein, un scandale que son mari, le président Donald Trump, a longtemps minimisé. «Les mensonges qui m'associent à ce personnage infâme qu'est Jeffrey Epstein doivent cesser aujourd'hui», a déclaré Mme Trump devant les caméras, lors d'une apparition surprise à la Maison-Blanche. «Les personnes qui mentent à mon sujet sont dépourvues de toute éthique, d'humilité et de respect», a-t-elle ajouté. Il n'était pas clair dans l'immediat à quoi Mme Trump fait référence, ni pourquoi elle a choisi de s'exprimer ce jeudi. «Depuis des années, de nombreuses images et déclarations mensongères concernant Epstein et moi-même circulent sur les réseaux sociaux. Méfiez-vous de ce que vous croyez. Ces images et ces récits sont totalement faux», a conti-



● La Première dame américaine a fait une apparition surprise devant la presse, jeudi. AFP

nué la Première dame. Jeffrey Epstein a été arrêté et inculpé en juillet 2019 pour exploitation sexuelle de mineurs et association de malfaiteurs. Il a été retrouvé pendu dans sa cellule le 10 août 2019, alors qu'il était en attente de son procès. L'autopsie a conclu à un suicide. Le ministère américain de la Justice a mis en ligne plus de trois millions de fichiers liés à l'enquête visant le financier déchu, montrant l'ampleur de ses liens avec

des personnalités de premier plan. «Je n'ai jamais eu connaissance des abus commis par Epstein à l'encontre de ses victimes. Je n'ai jamais été impliquée d'aucune manière. Je n'y ai pas pris part», a déclaré Mme Trump, alors que des photos l'ont montrée, ainsi que Donald Trump, aux côtés de M. Epstein lors de soirées de la jet-set new-yorkaise. «Je n'ai jamais été légalement accusée ni reconnue coupable d'un crime lié au trafic sexuel, aux abus sur mineurs et aux autres comportements répugnants d'Epstein», a-t-elle encore dit en exhortant le Congrès à organiser une audience publique pour les survivants des abus d'Epstein afin de «donner à ces victimes l'occasion de témoigner sous serment».

(afp)



Électrique

Les exportations de voitures chinoises ont doublé en un an

De plus en plus de jeunes constructeurs bousculent le marché automobile mondial à coups d'innovations et de prix plus bas que la concurrence occidentale.

Les exportations de voitures électriques chinoises, qui gagnent en popularité sur les marchés occidentaux, ont augmenté de 100% en mars sur un an, selon des chiffres publiés jeudi par une fédération professionnelle. De nombreux constructeurs chinois de véhicules électriques, parfois créés il y a seulement quelques années, proposent désormais leurs modèles à l'international, comme BYD, Leapmotor, Nio ou encore XPENG. À coups d'innovations et de prix souvent plus bas que la concurrence occidentale, ils bousculent le marché automobile mondial.

Le mois dernier, quelque 183 000 voitures entièrement électriques ont ainsi été exportées depuis la Chine, a indiqué la Fédération chinoise des constructeurs de voitures individuelles (CPCA). Il s'agit d'une hausse de 100,1% sur un an. Sur le créneau des hybrides rechargeables (PHEV), le bond est encore plus spectaculaire, avec 154 000 véhicules exportés en mars (+199,7% sur un an). «En raison de la hausse des prix du pétrole, les voitures hybrides rechargeables chinoises gagnent considérablement en popularité à l'échelle mondiale», a affirmé lors d'une conférence



● De nombreux constructeurs chinois de véhicules électriques, parfois créés il y a seulement quelques années, proposent désormais leurs modèles à l'international. AFP

en ligne Cui Dongshu, secrétaire général de la CPCA.

Surtaxes aux États-

Unis et dans l'Union européenne

«Sur les marchés du Sud glo-

bal, nous avons affiché de très belles performances, en particulier en Asie du Sud-Est et en Amérique centrale et du Sud, où nos bonnes performances ont été un moteur majeur de la croissance des exportations», a-t-il souligné. Il a estimé que la faiblesse relative de la demande en Chine poussait davantage d'entreprises chinoises à se tourner vers les marchés étrangers. Symbole de la poussée chinoise dans les véhicules électriques, BYD est désormais le premier constructeur mondial sur ce créneau, devant l'américain Tesla. Les véhicules électriques fabriqués en

Chine font toutefois l'objet de surtaxes dans plusieurs économies, notamment aux États-Unis et dans l'Union européenne (UE), ce qui freine leur développement.

(afp)



Zéro intérêt, plus d'éthique**La finance islamique décryptée dans un nouveau livre**

L'Institut de la Banque islamique de développement (IsDBI), a annoncé la publication de « Fondements de la finance islamique », un nouvel ouvrage proposant une analyse approfondie des principes fondamentaux de la finance islamique et de leur pertinence pour relever les défis économiques mondiaux contemporains. Ce livre a été écrit par le Dr Sami Al-Suwailem, directeur général par intérim de l'IsDBI.

Initialement conçu comme un support pédagogique en 2011, cet ouvrage a été considérablement remanié et enrichi. Il propose un cadre systématique pour la compréhension de la finance islamique en intégrant les principes de la charia, le raisonnement économique et des applications concrètes.

Cette édition anglaise présente une mise à jour importante du contenu, des références et des exemples, prenant en compte les évolutions contemporaines telles que les crises financières mondiales, l'inflation post-pandémique et les préoccupations croissantes concernant la viabilité de la dette. Cet ouvrage se concentre principalement sur les principes de la finance islamique, en soulignant les fondements éthiques et économiques qui la distinguent des systèmes financiers



conventionnels. Il explore des concepts clés tels que l'interdiction du ribā (usure), le rôle de la zakat et des activités non lucratives, le traitement du gharar (risque excessif) et le lien essentiel entre finance et activité économique réelle. Ce faisant, il met en lumière la finance islamique comme un cadre

moral et économique visant à promouvoir la justice, la stabilité et la prospérité partagée. « Cet ouvrage constitue à la fois une contribution scientifique rigoureuse et un guide pratique qui fait le lien entre les principes juridiques islamiques et la pensée économique contemporaine. L'auteur y présente les prin-

cipes fondamentaux de la finance islamique avec une grande rigueur intellectuelle, tout en soulignant leur pertinence pour les systèmes financiers mondiaux », a déclaré dans la préface de l'ouvrage, le professeur Bambang Susantono, membre du conseil d'administration d'IsDBI, professeur d'urba-

nisme et d'aménagement du territoire à l'université Diponegoro d'Indonésie et ancien vice-président de la Banque asiatique de développement. L'ouvrage « Principes fondamentaux de la finance islamique » s'adresse principalement aux économistes, aux professionnels de la finance, aux décideurs politiques, aux

régulateurs et aux chercheurs qui souhaitent acquérir une compréhension structurée et rigoureuse de la finance islamique. Il reste également accessible aux lecteurs intéressés par les systèmes économiques fondés sur la charia, ce qui en fait une ressource précieuse pour l'enseignement universitaire, le débat politique et la recherche professionnelle.

Cette publication s'inscrit dans le cadre du mandat plus large d'IsDBI visant à promouvoir les connaissances et le renforcement des capacités en matière d'économie et de finance islamiques, et à contribuer au développement de systèmes financiers plus résilients, inclusifs et éthiques dans le monde entier.

Le livre est accessible sur le site web d'IsDBI ici (<https://IsDBInstitute.org/product/essentials-of-islamic-finance/>).

HOROSCOPE finance

Bélier Attention, vous serez d'humeur à faire des folies dépensières ! Jupiter en cet aspect devrait en principe vous valoir une réelle chance sur le plan financier. Mais Mars mal aspecté a généralement pour effet de rendre terriblement dépensier. Vous feriez bien de fuir les vitrines et de vous abstenir de feuilleter les catalogues !

Taureau Autant la journée sera équilibrée sur le plan financier pour les natifs raisonnables et prévoyants, autant ceux qui se laisseront guider par leurs caprices risquent de s'en mordre rapidement les doigts !

Gémeaux La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Cancer Compte tenu de cette configuration de Mercure, vous pouvez espérer une belle éclaircie sur le front financier. Revenus en hausse ou dettes enfin épurées. Quoi qu'il arrive, une chose est sûre : vous serez plus à l'aise.

Lion Si vous avez des ennuis d'argent, Jupiter en bonne position vous offrira de nombreuses possibilités de vous en sortir. Certes, vous devrez effectuer des démarches, écrire des lettres, contacter des personnes influentes et probablement faire appel à certains de vos amis. Mais n'ayez pas peur de vous lancer dans l'aventure : ce que vous entreprenez cette fois aura toutes les chances d'aboutir.

Vierge Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Balance Cet aspect de Saturne vous permettra de régler des problèmes importants concernant des biens familiaux ou une délicate affaire de succession. Cependant, restez vigilant, voire méfiant.

Scorpion Vous pourrez vous féliciter de votre stratégie financière mise au point dernièrement : elle aura porté ses fruits. Vous parviendrez non seulement à équilibrer votre budget mais encore à faire fructifier largement vos ressources.

Sagittaire Les tendances générales du jour sont à la consolidation de tout ce qui touche le côté matériel des choses. Vous bénéficierez de très bonnes protections astrales dans le domaine pécuniaire. Prenez conscience de votre chance actuelle et lancez-vous dans les spéculations et les jeux de hasard : vous gagnerez très probablement quelque chose, si ce n'est pas le gros lot ; mais comme il subsistera tout de même un minimum de risque, n'engagez que ce que vous pouvez vous permettre de perdre.

Capricorne Vous avez des difficultés à arrondir vos fins de mois ? Si la chance vous sourit, vous aurez du jour au lendemain sur le bras le problème de dépenser cet argent qui vous sera tombé du ciel. Eh bien, il n'est pas impossible que dame Chance vienne vous visiter aujourd'hui !

Verseau Ce sera une journée pleine d'embûches sur le plan financier. Évitez toute spéculation, transaction, tractation, sous peine d'y laisser beaucoup de plumes. Il serait catastrophique de jouer gros ou de se lancer dans des opérations hasardeuses : vous n'aurez pas de chance sur ce terrain et vous risquez en outre de vous faire gruger.

Poisson Cet aspect de Pluton signifiera que vous devriez être très prudent dans le domaine financier. Demandez conseil en cas de démarches ou décisions importantes. Au lieu de dépenser sans compter, remplissez votre bas de laine : vous y trouverez des avantages certains.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyéy non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Francophonie africaine

Un potentiel économique encore sous-exploité

Portée par une croissance supérieure à la moyenne régionale et un poids démographique en forte expansion, l'Afrique francophone apparaît comme l'un des moteurs économiques du continent. Pourtant, malgré une langue commune et des cadres juridiques partagés, l'intégration économique entre ces pays reste limitée, révélant un potentiel encore largement sous-exploité.

L'Afrique subsaharienne francophone s'impose depuis plusieurs années comme l'un des principaux moteurs de la croissance africaine. Selon un rapport du Centre d'étude et de réflexion sur le monde francophone (CERMF), fondé sur les données de la Banque mondiale, cet ensemble de 22 pays a enregistré en 2025 une croissance moyenne de 4,9 %, contre 3,4 % pour le reste de l'Afrique subsaharienne. La région a ainsi été le moteur de la croissance continentale pour la douzième année consécutive et la treizième fois en quatorze ans. Cette performance économique s'inscrit dans un contexte démographique et linguistique favorable. Selon les estimations de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le monde compte aujourd'hui 396 millions de francophones, dont près de 65 % vivent en Afrique, confirmant le rôle central du continent dans l'avenir de la langue française. Au-delà de son rôle culturel, le français constitue également un outil économique. Il est aujourd'hui considéré comme la troisième langue des affaires et serait associé à près de 20 % du commerce mondial, un atout théorique pour faciliter les échanges entre pays partageant cet espace linguistique. Malgré ces atouts, la francophonie africaine ne se traduit pas encore par une véritable intégration économique. Selon un rapport de l'Observatoire de la francophonie économique (OFE) paru en septembre 2019, la part des échanges des pays francophones d'Afrique ne comptait que pour 10,6% de leur commerce total dans un contexte où le commerce intra-africain reste globalement faible, représentant moins de 20% des échanges du continent.

L'exemple contrasté des organisations régionales

Certaines organisations régionales montrent tou-



tefois qu'une intégration économique plus poussée est possible. Au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), les échanges intra-communautaires sont relativement dynamiques, représentant 16% des échanges globaux au quatrième trimestre 2025. La Côte d'Ivoire et le Sénégal représentent à eux seuls 55,3 % de l'offre intra-communautaire, tandis que le Burkina Faso et le Mali concentrent 44,8 % de la demande. Cette performance reste nettement supérieure à celle observée dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), où les échanges intra-communautaires ont enregistré une croissance de 2,2% sur la période 2023-2024. Dans cette zone, le Cameroun demeure le principal exportateur, tandis que le Tchad et la République centrafricaine figurent parmi les principaux importateurs. Ces disparités illustrent les différences de structuration économique entre les sous-régions francophones du continent. « Plusieurs acteurs économiques de la même région ne se connaissent pas », a déclaré Louise Mushikiwabo (photo), secrétaire générale de l'OIF, citée par le média DW. Face à ce déficit d'intégration, elle présente les missions économiques de la Francophonie comme « des moments d'introduction et d'échange entre pays parfois voisins, mais économiquement distants ». En effet, depuis leur lancement, les missions économiques de

la Francophonie ont favorisé des rencontres ayant généré plusieurs millions de dollars de contrats commerciaux, notamment dans l'agro-industrie, le numérique et les énergies renouvelables. Lors de la 6^e édition à Cotonou en juin 2025, un accord d'environ 30 millions d'euros a notamment été signé entre une entreprise belge et une entreprise béninoise, a-t-elle souligné. Cependant, ces résultats restent encore modestes à l'échelle du continent, mais ils témoignent d'un potentiel réel si ces initiatives étaient élargies et structurées.

Trois piliers potentiels de la francophonie économique

Dans cet espace francophone, certains pays concentrent des atouts économiques majeurs susceptibles de structurer une dynamique régionale plus intégrée. La République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire et le Cameroun illustrent cette diversité de leviers économiques.

La RDC, géant démographique et minier

Avec plus de 100 millions d'habitants, dont environ 57 millions de francophones, la République démocratique du Congo (RDC) représente le deuxième plus grand bassin francophone au monde, derrière la France, selon l'OIF. Le pays dispose également d'importantes ressources naturelles : il détiendrait 70 % des réserves mondiales de cobalt, ainsi que d'importants gisements de cuivre, de

coltan et d'or. Ce potentiel confère à la RDC un rôle stratégique dans les chaînes de valeur liées à la transition énergétique, notamment dans la production de batteries et de technologies vertes. Avec son vaste marché intérieur et ses ressources minières, le pays pourrait devenir l'un des catalyseurs d'une francophonie économique africaine.

La Côte d'Ivoire, locomotive économique régionale

En Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire s'impose comme l'une des économies les plus dynamiques du continent. La croissance du PIB a atteint 6 % en 2024 et devrait atteindre 6,5 % en 2025, confirmant une trajectoire économique soutenue. Première puissance économique de l'Afrique de l'Ouest francophone, le pays bénéficie d'une relative stabilité politique et d'une stratégie d'industrialisation ambitieuse. Plusieurs programmes d'investissement soutiennent cette dynamique, notamment un financement d'un milliard d'euros annoncé par la Team Europe pour accompagner le



Plan national de développement 2026-2030. Abidjan accueille également la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), principale place financière de l'espace UEMOA, renforçant le rôle du pays comme hub financier francophone en Afrique de l'Ouest.

Le Cameroun, pivot géographique en Afrique centrale

En Afrique centrale, le Cameroun occupe une position stratégique. Après une croissance de 3,1 % en 2025, le pays devrait atteindre 3,3 % en 2026, selon les projections du FMI, avec une inflation relativement maîtrisée autour de 2,9 %. L'économie camerounaise repose sur une diversification relative, combinant agriculture d'exportation (cacao, café, coton), activités industrielles (ciment, aluminium, agroalimentaire) et services, notamment dans les télécommunications et la finance. Situé au carrefour de plusieurs corridors commerciaux entre l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, le Cameroun pourrait jouer

un rôle d'intégration régionale, malgré des défis persistants liés aux réformes économiques et aux tensions politiques internes.

La ZLECAf comme opportunité stratégique

L'entrée en vigueur progressive de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pourrait également renforcer le rôle économique de la francophonie. « La création de nouvelles zones d'intégration économique telles que la ZLECAf contribue à coup sûr à la montée du panafricanisme économique », a souligné l'OFE. Dans ce contexte, la langue française devrait constituer un avantage comparatif pour les pays africains qui la partagent, à condition d'être accompagnée de politiques économiques concrètes : facilitation du commerce, développement de réseaux d'affaires francophones, financement des PME ou encore mobilité accrue des compétences.

De l'espace culturel à la plateforme économique

Les économies francophones africaines affichent une croissance robuste et un poids démographique significatif, représentant déjà un marché de plusieurs centaines de millions de consommateurs. Mais faute de coopération économique structurée, elles ne capitalisent pas sur leur langue commune. L'enjeu pour les prochaines décennies consiste donc à transformer la francophonie d'un espace principalement culturel en véritable plateforme économique, capable de stimuler les échanges, d'attirer les investissements et de soutenir la transformation structurelle des économies africaines.

La question reste donc ouverte : la francophonie saura-t-elle relever ce défi ?

Avec Agence Ecofin



Transformation Digitale des Entreprises Africaines

METHODES – OUTILS
ET ACCOMPAGNEMENT

INNOVATION CONSULTING & TRAINING - CANADA
ATTESTATION STRAT.IN CANADA À L'ISSUE DE LA FORMATION



QUÉBEC - CANADA



admin@stratin-canada.com

09 - 10 - 11 AVRIL 20
26



+1 418 490 2281



+228 90 44 55 71